Un pas réel en avant vaut mieux qu'une douzaine de programmes

mardi 15 septembre 2020, par Denis COLLIN

Un bon programme pour reconstruire un grand parti des travailleurs capable de s'opposer à l'offensive capitaliste et d'ouvrir la voie à un monde vivable pour demain, c'est absolument indispensable. Mais ce ne peut être, si on est réaliste, qu'une perspective à moyen terme. Certes, pour aller au moyen terme, il faut commencer dès maintenant ! Mais pour commencer, il faut une perspective à court terme, saisissable par le plus grand nombre et donc une perspective réaliste.

On ne pourra pas avancer sans dire comment en finir avec le macronisme et comment ne pas nous retrouver dans vingt mois devant une nouvelle édition du duel Macron-Le Pen. Pour cela il faut unir le peuple, la majorité de ce pays autour d'un candidat porteur d'une véritable alternative politique, mais aussi d'une alternative réaliste.

Il faut un candidat qui défende réellement et sur tous les terrains la souveraineté nationale, parce qu'il n'y a pas et il n'y aura pas demain d'autre moyen de lutter contre la catastrophe économique. Produire en France, défendre nos emplois, reconstruire une industrie sérieuse et une agriculture paysanne, rénover et développer les transports en commun, redonner à l'État les moyens d'être un État stratège par la souveraineté bancaire, monétaire et budgétaire : voilà le petit premier point qui supposera qu'on soit capable d'envoyer promener les ordo-libéraux européistes, si toutefois il en reste encore dans vingt mois, ce qui n'est pas sûr du tout. En tout cas, une « transition écologique » sérieuse n'est possible que sur cette base.

Tout le monde le sait : les inégalités sont coûteuses pour le pays. Il faut donc une politique plus égalitaire de redistribution, une politique sociale qui redonne leur pleine ampleur aux conquêtes sociales de 1945 : Sécu, retraites, protection contre le chômage, mais aussi instruction publique gratuite pour tous.
Enfin, il est absolument nécessaire de commencer à changer les institutions, à sortir de cette monarchie élective dans laquelle nous sommes. Redonner sa place au Parlement comme expression du législateur souverain qu'est la nation. Redonner aux communes et aux départements leurs droits et leur rôle dans la vie démocratique. Et surtout défendre la laïcité ! Bref **le candidat de l'article 1 de la Constitution qui définit notre république comme laïque, démocratique et sociale, une et indivisible.**

Un candidat qui pourrait incarner ces trois grandes directions programmatiques, un candidat assez connu pour être crédible, un candidat qui pourrait grouper autour de lui non seulement les plus convaincus des convaincus mais aussi les électorats socialistes laissés en déshérence par l'effondrement du PS, les communistes, les électeurs « souverainistes », républicains des progrès et autres gaullistes sociaux (s'il en reste) : voilà ce qui serait nécessaire.

Inutile d'en demander plus, inutile d'écrire des programmes de 10 km de long que personne ne lira et qui pourraient surtout servir à alimenter des querelles stériles. Il faut tourner le dos aux minorités bruyantes et extravagantes et s'adresser aux citoyens des villes et des campagnes, à la « France périphérique » (C. Guilluy) et pas simplement à la « gentry » des centres-villes.